

Les relations CGT-CFDT en 1979 ; l'unité ou comment s'en débarrasser

Michel Pigenet

Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Paris 1/CNRS)

L'occupation, le 11 octobre 1979, de trois des quatre usines audoniennes du groupe Alsthom-CGE intervient après des semaines de harcèlement syndical. Elle conforte la grève, dite du « centenaire », qui, depuis près de quinze jours, entraîne les 7 400 salariés de l'établissement belfortain. L'unité intersyndicale étendue ici jusqu'à FO et à la CGC, se cantonne, à Saint-Ouen, aux seules sections CGT et CFDT. Non sans mal, à l'instar de la mise en œuvre du programme revendicatif établi pour la métallurgie en application de l'accord d'action interprofessionnelle conclu le 17 septembre.

- Les derniers feux de l'unité d'action et le tournant de la désyndicalisation

Officiellement, les relations entre les deux confédérations, scellées par le pacte de janvier 1966, réactualisé le 26 juin 1974 et vérifié à la baisse en septembre 1979, demeurent placées sous le signe de l'unité d'action. Conformément aux procédures en vigueur, la fréquence des échanges ne baisse pas. En dehors des rencontres élargies à la FEN, les archives font état de neuf réunions bilatérales au sommet en 1978 et 1979. Les comptes rendus confidentiels témoignent, cependant, de la dégradation du climat. Démentis, par les « petites phrases » ravageuses dont les médias sont friands, les communiqués embarrassés peinent à gommer l'aigreur des propos et les blocages survenus dans la définition de priorités revendicatives ou d'une tactique. Résolus à ne pas renouveler l'expérience calamiteuse de la brouille des partis de gauche, les syndicats ne souhaitent pas paraître porter la responsabilité d'un échec ou, pire, d'une rupture. La tenue, en décembre 1979, des élections prud'homales pousse chaque organisation à cultiver sa différence. La détérioration des relations CGT-CFDT relève cependant d'autres causes. Non exclusive, jusque-là, de concurrence, l'unité d'action supporte mal l'évidence de divergences rappelées à la faveur des turbulences qui secouent la gauche politique. La défaite subie aux législatives de mars 1978 n'arrange rien.

La crise économique et l'inexorable montée du chômage ajoutent aux difficultés. En progression de 11 % entre août 1978 et août 1979, le nombre des chômeurs atteint 1,735 million au cœur de l'été 1979. Les restructurations affectent le cœur des activités industrielles et du syndicalisme ouvrier : métallurgie, bâtiment, textile-habillement, etc. L'encombrement du marché du travail et la multiplication des licenciements économiques pèsent sur la conflictualité sociale. La décrue s'amorce au sortir du quinquennat 1971-1975 post-soixant-huitard. De 5 millions de jours de grève en 1976, on passe à 2,2 millions deux ans plus tard, année électorale, souvent moins propice aux conflits. Le rebond de 1979 – 3,665 millions – ne se reproduira plus à cette hauteur et la décennie suivante enregistrera une chute sous le seuil du million. D'autres problèmes se font jour dans les entreprises où l'aile marchante du patronat, instruite par la secousse de 1968 et sensible aux limites du taylorisme, se tourne vers de nouvelles méthodes de management. La « gestion concurrentielle du progrès social », évoquée aux assises du CNPF, défie ainsi les syndicats sur le terrain de la médiation des relations professionnelles. L'affaire concerne au premier chef l'encadrement, désormais appelé à troquer le style traditionnel de commandement, autoritaire et parfois brutal, contre les

techniques des « relations humaines » fondées sur la capacité à convaincre et à entraîner des « opérateurs » impliqués dans la quête sans fin de nouvelles performances. Les centrales syndicales perçoivent assez vite le danger. Le contrer est une autre histoire dont l'issue dépend de leur aptitude à réagir et de leur audience.

Avec 42,1 % et 3,2 millions de voix aux élections prud'homales de 1979, contre 23,2 % à la CFDT et 17,4 % à FO, les camarades de Georges Séguy conservent une large avance. Cette dernière n'a cessé, cependant, de s'amenuiser depuis le milieu des années 1960. Irréductible à l'émergence d'une CFDT déconfectionnalisée, l'érosion de la CGT aiguise la concurrence avec le partenaire-rival, lequel ne cache pas son ambition d'offrir un modèle de syndicalisme de transformation sociale apte à empiéter sur l'aire d'influence cégéto-communiste. Entre 1966 – 48,8 % - et 1980 - 34,6 % -, la CGT enregistre un recul supérieur à 14,2 points aux élections des comités d'entreprise quand la CFDT en gagne 3,2, FO 2,7 et les non-syndiqués 4,7. La tendance affecte aussi les grandes entreprises de la métallurgie où la centrale cède 8,4 points – 51,9 % en 1977 contre 60,3 % dix ans auparavant. L'évolution des effectifs va dans le même sens. Plus irrégulière, elle amplifie le mouvement de désaffection envers une CGT qui conserve moins facilement ses adhérents que ses sympathisants. Au regard du nombre des cotisants, le niveau de 1969 – 1,910 million -, égal à celui de 1957, ne sera plus jamais atteint. Tombés à 1,640 en 1976, les effectifs remontent légèrement l'année suivante, pour décrocher en 1979 – 1,380. Depuis 1973, la saignée avoisine le demi million de syndiqués. Ici, l'affaiblissement cégétiste ne profite à personne. En phase ascendante jusqu'en 1977, la CFDT plafonne à 750 000 adhérents en 1977, avant d'entamer une chute accélérée à compter de 1979.

Sur la défensive, les syndicats adoptent, dans l'urgence et séparément, des réponses qui ravivent les différences de toujours et rendent plus aléatoires les convergences tactiques. Ainsi en va-t-il dans la sidérurgie où, après plus d'une décennie de fermetures répétées, les restructurations annoncées à la fin de 1978 font craindre le pire dans les bassins mono-industriels visés par les quelques 20 000 suppressions d'emplois que prévoit Usinor. Sur place, les travailleurs de Denain et de Longwy réagissent massivement et énergiquement. Pendant l'hiver 1978-1979, des affrontements entre la population et les forces de l'ordre tournent à l'émeute. A partir d'implantations différentes et inégales qui rejaillissent sur le répertoire d'action de l'une et de l'autre, la CGT et la CFDT se rejoignent dans la condamnation de la « casse » programmée. La situation se complique, en revanche, au moment de présenter des solutions alternatives. Si la sauvegarde des emplois sidérurgiques prime à l'échelon local, les positions diffèrent aux échelons fédéraux et confédéraux. Ainsi la CGT tient-elle ferme sur une ligne de résistance aux démantèlements dont s'écarte la CFDT, prête à jouer la carte de la reconversion. Ces divergences en recoupent d'autres, par exemple, sur les formes de la mobilisation : circonscrite aux seuls sidérurgistes pour les cégétistes, ouverte sur un large mouvement national et interprofessionnel de solidarité pour les cégétistes. Initiatrice de la puissante et tumultueuse manifestation parisienne du 23 mars 1979, la CGT réussit à y entraîner certains syndicats CFDT, mais se heurte au refus de leur direction confédérale hostile à ce type de démonstration soupçonné d'arrières pensées étrangères au combat des sidérurgistes. Au final, la CFDT signe, le 24 juillet, la Convention générale de protection sociale à laquelle la CGT refuse de s'associer, à l'instar du gros des sidérurgistes cégétistes dissidents de Longwy et du Nord.

- « Recentrage » et replis identitaires : la dynamique unitaire interrompue

Les thèmes de la controverse publique et interne recoupent ceux soulevés par le « recentrage » de la CFDT dont la sidérurgie constitue la première expérimentation à chaud. L'expression renvoie à l'analyse développée, en décembre 1977, par Jacques Moreau avant le

conseil national du mois suivant. Sous le couvert d'une autocritique rétrospective, le « rapport Moreau » esquisse les contours d'une réorientation stratégique fondée sur le triple souci du réalisme, de la crédibilité et des résultats. La réaffirmation de l'autonomie syndicale ne participe plus seulement du rappel des ambitions cédétistes à l'égard des partis de gauche, mais se comprend aussi comme la proclamation de la disponibilité de l'organisation pour négocier de tout et à tous les niveaux. Sur cette voie, le rapport garde le cap de l'unité d'action avec la CGT, mais n'entend plus s'y enfermer de façon exclusive. Les extraits publiés par la presse syndicale alertent l'opposition interne. En 1976, déjà, lors du congrès d'Annecy, la contestation de gauche avait atteint un « point limite » aux yeux de la direction. Dès ce moment, Moreau préconisait une « clarification » dont l'ébauche se prolonge dans le rapport de décembre 1977. De fait, les réticences du conseil national des 26-28 janvier 1978 obligent l'exécutif cédétiste à amender son texte. En avril, une nouvelle session du conseil permet toutefois à Edmond Maire, vivement contesté, de tirer argument de l'échec électoral de la gauche. L'invocation de thèmes chers à la culture cédétiste fait le reste. Au congrès de Brest, en mars 1979, le leader de la CFDT peut inviter ses camarades à « conjuguer mai 1968 et mars 1978 ». Les assises légitiment le « syndicalisme de proposition ». Approuvé par 57 % des délégués, le rapport d'activité ne recueille néanmoins qu'un soutien minimal, tandis que l'opposition, hétérogène, rate de peu l'adoption d'amendements de tonalité radicale.

Aux prises avec une conjoncture défavorable du double point de vue économique et politique, les stratégies syndicales de la période précédente perdent de leur superbe. Destabilisés, les états-majors sont tentés de jouer la carte identitaire au détriment de la dynamique unitaire. Suivi de très près par les responsables de la CGT, le « recentrage » alimente la méfiance récurrente de cédétistes pressés d'y lire la traduction quasi mécanique du « glissement à droite » socialiste dénoncé par le PCF. Les raidissements à l'œuvre de part et d'autre ont tôt fait de s'emparer de l'ambiguïté des mutations antérieures pour en nier la sincérité et les audaces. Ils stérilisent les interactions prometteuses grâce auxquelles, par exemple, la CGT commençait à élargir son horizon pour s'adapter, au-delà de [vieux] ses bastions professionnels et catégoriels, aux aspirations et références d'un après-1968 que la CFDT avait mieux su et pu saisir.

Telle est l'ambition affichée, en novembre-décembre 1978, à Grenoble, par le 40^e congrès de la CGT placé sous le mot d'ordre de l'ouverture et attentif à se réclamer d'une diversité que l'on se promet d'étendre à la composition des directions. Le contexte joue cependant contre l'orientation dont tout indique qu'elle ne va pas de soi. Par-delà les encouragements prodigués, les responsables de la CFDT « recentrée » ne répondent pas vraiment aux avances. Plus grave, sans doute, les conclusions de Grenoble se heurtent à de fortes résistances au sein de la CGT. Si la ligne de partage qui traverse la centrale s'émancipe du critère d'appartenance au PCF, le durcissement de celui-ci rejaillit sur les pratiques syndicales d'une partie des militants. La détermination de la CFDT dans sa mise en cause publique du PCF, lui-même prompt à s'approprier certaines problématiques cédétistes et, plus généralement, l'assimilation intangible de la CGT au Parti communiste achèvent d'étouffer les potentialités de Grenoble. C'est autour de l'interprétation de la ligne du 40^e congrès que le bureau confédéral se divise au point de frôler la paralysie. Pour leur part, les syndiqués doivent se contenter de percevoir les bribes d'un débat strictement cantonné. Le poids des habitudes et le savoir-faire des appareils aidant, l'affaire sera tranchée dès avant le 41^e congrès de Lille, en 1982, par la marginalisation, puis la démission ou le retrait des cadres les plus impliqués dans les ouvertures de 1978.

Discordances et divergences cumulent leurs effets. Elles nourrissent les suspicions et les réquisitoires polémiques que chacun adresse à son ancien partenaire pour mieux se dédouaner et justifier son repli. A Brest, la majorité cédétiste assimile les « rectifications » qu'elle opère à un « retour aux sources » que ses intellectuels organiques, délibérément

éclectiques, s'efforcent de tenir à distance du marxisme, et d'abord de sa variante communiste. Du moins de son incarnation française, volontiers opposée, via l'exemple de la CGIL, à son avatar italien. Ressourcement relatif, néanmoins, en ce qu'il s'accompagne d'une relégation en douceur du thème autogestionnaire dont le caractère d'utopie s'accorde mal au « réalisme » de rigueur et dont la captation par le PCF réduit la fonction de discriminant anti-léniniste.

A la commission exécutive de la CGT, Jean-Louis Moynot peut encore juger « inquiétantes », le 6 février 1979, les positions de la CFDT et conclure que « tout n'est pas joué ». En avril, au plus fort des désaccords sur la sidérurgie, Georges Séguy se montre déjà moins optimiste. De prétextes en dérobades, note-t-il devant le comité confédéral national, la CFDT abandonne la stratégie « qui la fit avancer sur le terrain de la lutte des classes et de l'unité d'action avec la CGT ». Etayés de considérations historiques et sur un ton qui est sa marque de fabrique, les longs articles qu'Edmond Maire consacre à « l'avenir du mouvement ouvrier », dans *Le Monde*, au lendemain de l'ultime accord du 17 septembre, aboutissent au même constat. Une page de l'histoire syndicale hexagonale se tourne...